



lundi 27 février 2017

Élections : la bourgeoisie fait son show

Dans le bal des élections des couples se forment : Jadot et Hamon, Bayrou et Macron, chacun y va de sa tactique de fusion dans l'espoir de conquérir un plus grand électorat. C'est dire si ce qui importe à ces politiciens professionnels, bien plus que les programmes qu'ils défendent, c'est l'exercice du pouvoir. Mais que défendent-ils vraiment ?

À droite, rien de nouveau.

Fillon fait campagne sur la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires. Soit moins d'accès aux services publics pour nombre de travailleurs. À chacun de déboursier davantage pour sa santé, ou pour la scolarité de ses enfants ! Et Macron lui emboîte le pas, juste avec un bémol, en annonçant la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires. On est rassuré !

Du public ou du privé, nous sommes tous des travailleurs, et ces candidats-là n'ont pour objectif que la précarisation de l'ensemble du monde du travail pour contenter leurs amis patrons.

À gauche, on connaît déjà !

Hamon, le candidat relooké du PS ? Un PS au gouvernement qui depuis cinq ans a cumulé les lois contre les travailleurs, à commencer par la Loi Travail dont on commence à ressentir les effets dans les entreprises. Hamon et son revenu universel ne peuvent nous faire croire que le PS se mettrait à défendre nos intérêts. Il entérine la précarité, en voulant instaurer une formule qui permet de pérenniser le chômage de masse en promettant quoi ? 750 euros pour survivre pendant que les patrons continuent de licencier quand bon leur semblera ? C'est loin de nous promettre des jours meilleurs.

Quant à Mélenchon, il se borne à des promesses : remettre l'âge de départ à la retraite à 60 ans... mais avec 40 annuités. Et augmenter, un peu, le Smic... Quand ? Comment ? Cela, il ne le précise pas, ni la façon dont il compte l'imposer. Des promesses qui risquent de vite tomber à l'eau sans une mobilisation massive des travailleurs.

Le FN : toujours ses détestables rengaines racistes

Marine Le Pen entend bien défendre les mêmes intérêts que les autres : ceux de la bourgeoisie. Elle prône la division entre travailleurs en voulant faire croire que les maux de la classe ouvrière viendraient des réfugiés. Mensonge ! Les problèmes de la classe

ouvrière viennent des licenciements, de la précarité... Que compte-t-elle imposer aux patrons ? Rien.

Elle s'est même prononcée pour l'interdiction des manifestations contre les violences policières après le viol de Théo. Encore une qui veut museler ceux qui entendent ne pas se laisser faire.

Philippe Poutou : pour que porte la voix des travailleurs

Les seuls candidats qui appellent les travailleurs à s'emparer eux-mêmes de leurs destinées en imposant par la mobilisation l'application de mesures d'urgence, ce sont les candidats communistes révolutionnaires Nathalie Artaud (LO) et Philippe Poutou (NPA).

Ce dernier est en effet mieux placé que tous les politiciens qui nous bercent de douces (même pas toujours) promesses, pour savoir quels sont nos besoins. Philippe Poutou, ouvrier à l'usine Ford de Blanquefort, subit les mêmes politiques patronales que nous tous. Toujours en mouvement avec ses collègues contre la menace de fermeture de son usine, il lutte comme bien d'autres travailleurs aujourd'hui pour ses conditions d'existence.

Encore à la recherche des 500 parrainages d'élus requis pour se présenter aux élections, ce serait un comble que Philippe Poutou, seul candidat travailleur en lutte, soit empêché de se présenter.

***Interdiction des licenciements,
partage du travail entre tous sans
diminution de salaire,
augmentation du Smic à
1 700 euros net et de tous les salaires d'au
moins 300 euros.***

Voilà ce que défend Philippe Poutou. Si cela jure sur les plateaux télé au milieu de toutes les cravates, tant mieux : c'est notre voix, celle qui défend nos intérêts.

Marre de l'arnaque des H+

Samedi dernier, la séance H+ Cmod a finalement été annulée pour l'équipe B et l'équipe de nuit, après avoir été d'abord reportée deux semaines plus tôt. Toujours pour le même motif, l'incendie de l'usine tchèque qui fournit la mousse des planches de bord et qui est pour le moment à l'arrêt. La production dans cette usine devrait redémarrer en avril. Du coup, toutes les H+ Cmod de mars sont annulées et pour l'équipe A, rien n'est pour le moment programmé en avril. Il en va tout autrement pour la logistique expédition, la direction prévoit même de faire charger les camions les vendredis RTT !

PSA va sans doute tenter de programmer tous les samedis gratuits dont elle aura besoin dans tous les secteurs aux beaux jours, mais il faudra lui rappeler un principe de base : il ne doit pas y avoir plus d'un H+ obligatoire par mois.

De l'argent, il y en a, dans les caisses de PSA

Jeudi 23 février, PSA a officialisé un bénéfice net de 2,15 milliards d'euros, quasi doublé par rapport à l'année précédente. On nous a réunis en Quart d'Heure Com' pour regarder une vidéo du PDG Tavares commentant ces résultats. Il avait un tel débit que nous nous sommes tous demandé pourquoi il parlait aussi vite. Au rythme où il encaisse ses millions d'euros? Pour nous renvoyer au pas de course au boulot, après avoir écouté la bonne parole ?

De quoi nous donner envie d'exiger enfin notre dû : 300 € pour tous d'augmentation mensuelle seraient un minimum, au moment où PSA empoche le pactole et nous offre royalement... 0,8 %.

Prime d'intéressement... à notre propre exploitation

PSA croit acheter notre silence avec 2 000 € nets en moyenne en guise de prime d'intéressement. Vu combien nous sommes payés toute l'année, personne n'a ni l'envie ni les moyens de refuser une telle somme ! Mais l'année dernière, nous avons touché autour de 1600 euros. Alors avec des bénéfices quasiment doublés, l'arnaque est un peu grosse et il faudrait de toutes façon bien plus pour compenser tout ce que nous avons perdu sur les salaires avec le NCS. Le calcul de ces primes est totalement opaque, et leur versement, à la discrétion du patron.

Exigeons tous ensemble de véritables augmentations des salaires.

Répression avant élections

Le 17 février à Poissy, une délégation de la CGT est venue au secours d'un salarié sous restriction médicale. La délégation est allée s'entretenir avec son chef pour expliquer qu'il fallait à ce salarié un poste

adapté. Le chef a profité de la situation pour se prétendre séquestré. Comme à son habitude, la direction a monté un dossier bidon contre 9 salariés et les convoque pour entretien préalable à licenciement.

Les vrais « voyous » sont ceux qui exploitent et répriment les ouvriers, pour mieux les laisser crever sur chaîne.

Investissement dans la fabrication de chômeurs

Le 17 février, la direction a présenté son plan « Sochaux 2022 », son but : produire 6 silhouettes et 400 000 véhicules par an à PSA Sochaux avec 200 millions d'investissement. Évidemment, ce que n'expliquent pas les dirigeants c'est que le passage en monoflux menace des milliers de postes... à comparer aux 70 CDI promis par PSA.

La fable du lion qui veut se payer un éclair

Avec le rachat de la marque indienne Ambassador, et les vues sur le constructeur malaisien Proton, PSA veut aussi se payer la branche européenne de General Motors (les marques Opel et Vauxhall) pour environ 2 milliards d'euros.

Tavares et son valet le ministre Michel Sapin prétendent qu'il n'y aura aucun licenciement ni fermeture de site en Allemagne... du moins avant fin 2018. Mais après ? En plus des « économies d'échelles » et autres « suppressions de doublons » qui nous menaceront tous de part et d'autre du Rhin et de la Manche, la presse évoque déjà l'éventualité de la fermeture de l'usine Opel de Rüsselsheim en Allemagne, des usines Vauxhall de Luton ou d'Ellesmere Port en Angleterre.

Seule la solidarité avec nos futurs collègues en Europe et dans le monde pourra faire obstacle à la rapacité des patrons et aux menaces de destructions d'emplois qu'ils font peser sur nous tous.

Interdire les licenciement et fermetures de sites

Des dizaines d'ouvriers de l'usine Ford de Blanquefort sont montés à Paris pour protester contre la nouvelle menace de fermeture de leur site. Ce sont les cadres eux-mêmes qui ont fait fuiter les documents annonçant un rétrécissement de l'usine et des centaines de suppressions de postes sur les 900 restants. Plusieurs débrayages ont déjà eu lieu depuis janvier ainsi que des manifestations à Bordeaux et Paris. En 2009 et 2012, la direction avait dû remballer ses menaces de fermetures face à la mobilisation des ouvriers.

Les fermetures et les licenciements nous menacent tous. Faisons en sorte que plus un seul ouvrier de Ford ou de PSA ne se retrouve seul face aux menaces, tous ensemble.